

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/COMTD/IF/15

18 février 1998

(98-0583)

---

Comité du commerce et du développement  
Cadre intégré pour l'assistance technique  
liée au commerce

Original: français

## EVALUATION DES BESOINS D'ASSISTANCE TECHNIQUE LIEE AU COMMERCE PRESENTEE PAR LE BURUNDI

Réponses intégrées de la Banque mondiale, du CCI, de la CNUCED,  
du FMI, de l'OMC et du PNUD<sup>1</sup>

### BURUNDI

---

<sup>1</sup>Publiées conformément aux dispositions du paragraphe 5 e) du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce (WT/LDC/HL/1/Rev.1).

EVALUATION DES BESOINS D'ASSISTANCE TECHNIQUE  
LIEE AU COMMERCE PRESENTEE PAR LE BURUNDI

**A. POLITIQUE COMMERCIALE**

**a) Quels sont les secteurs qui, à votre avis, ont un potentiel d'exportation inexploité ou sous-exploité?**

Secteurs ayant un potentiel d'exportation inexploité ou sous-exploité:

- secteur hortofructicole
- confection (textiles et habillement)
- cuirs
- produits de la ruche
- bijouterie et joaillerie
- mines
- services
- certains secteurs de l'agriculture (huile de palme, canne à sucre, coton, céréales, légumineuses).

**b) Pourriez-vous définir le point de vue de votre pays concernant les raisons des changements qui ont pu intervenir dans la structure et l'orientation des courants d'échanges (exportations et importations)?**

- Politique de libéralisation de l'économie, surtout du point de vue des importations;
- simplification des procédures administratives afférentes aux affaires;
- environnement économique international prévisible;
- libéralisation des affaires.

**c) Quels ont été tout récemment les objectifs de la politique commerciale, par rapport à ce qu'ils étaient il y a une vingtaine d'années?**

- Introduction de la politique de concurrence;
- stabilisation tarifaire et suppression des restrictions quantitatives.

**d) Quels sont les ministères chargés des questions de politique commerciale, y compris l'élaboration, la mise en oeuvre, les moyens d'application et la surveillance? Comment se fait la coordination? Quels sont les rôles respectifs des ministères compétents (en particulier pour ce qui est des politiques tarifaires et autres politiques touchant directement les exportations et les importations de marchandises et de services)?**

- Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme;
- Ministère des finances (tarif douanier, gestion devises);
- Ministère de l'agriculture (commerce des produits alimentaires).

**e) Comment le secteur privé et les établissements universitaires sont-ils associés à l'élaboration et à la conduite de la politique commerciale?**

Le secteur privé via la Chambre de commerce est consulté chaque fois qu'il y a des actions de réforme envisagées. De même, il existe un autre cadre de collaboration avec les hommes d'affaires. Ce cadre est appelé "Comité paritaire secteur public/secteur privé".

Il n'existe pas à proprement parler de collaboration avec les établissements universitaires en matière d'élaboration et de conduite de la politique commerciale.

**f) Quelles sont les institutions de votre pays qui peuvent jouer un rôle dans la mise en oeuvre d'un projet lié au commerce au niveau local? Indiquez leurs rôles respectifs.**

- Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme: il est responsable de la politique commerciale; il doit jouer le rôle de coordinateur;
- Ministère des finances: responsable de la gestion tarifaire;
- banque de la République du Burundi (Banque centrale); en charge de toutes les questions monétaires;
- Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et d'artisanat du Burundi, CCIB - représentant des opérateurs économiques;
- Agence de promotion des échanges extérieurs, APEE, en charge de la promotion des échanges;
- Bureau burundais de normalisation, BBN, en charge des normes de qualité et de l'inspection.

**g) Quelles sont les principales lois et réglementations en matière de politique commerciale - à l'exportation et à l'importation? Veuillez donner une brève description de chacune.**

A l'exportation:

- Loi sur la promotion des exportations: elle donne des avantages fiscaux et douaniers aux exportateurs des produits non traditionnels;
- Loi sur le Régime de zone franche: elle donne des avantages additionnels aux exportateurs exclusifs;
- règlement sur le change: il prescrit toute la procédure à suivre pour toutes les opérations d'exportation;
- tarif des droits de douane: il détermine les taux des droits applicables à l'exportation.

A l'importation:

- Loi sur la profession d'importateur: elle détermine les conditions d'exercice de la profession d'importateur;
- règlement sur le change: il prescrit toute la procédure à suivre pour toutes les opérations d'importation;
- tarif des droits de douane: il détermine les taux de droits applicables à l'importation;
- quelques règlements sanitaires: ils sont très rares et ont pour objet de prescrire les normes de qualité de certaines marchandises importées.

**h) Quels sont les principaux instruments de la politique commerciale - à l'exportation et à l'importation? Veuillez préciser (par exemple, pour les restrictions à l'importation, les questions pourraient être les suivantes: Quels sont les produits assujettis à des interdictions d'importer? Quels sont les produits assujettis à des restrictions quantitatives à l'importation? Quelles sont les prescriptions en matière de licences, etc.? Quel est le taux de droit le plus élevé actuellement en vigueur? Existe-t-il des droits d'accise, d'autres taxes "intérieures" dont le taux est différent pour les produits importés, ou pour des types de produits principalement importés?)**

- Classiquement, les instruments de politique commerciale sont le tarif douanier, le quota et le taux de change;
- au Burundi, on n'utilise que le tarif douanier. Il n'y a pas de restrictions quantitatives à l'importation;
- les licences d'importation sont validées presque automatiquement;
- le taux de change est beaucoup plus utilisé comme instrument de politique macro-économique que comme instrument de politique commerciale;
- le taux de droit le plus élevé est de 100 pour cent à l'importation. Les autres droits et taxes frappent tous les produits importés indistinctement et ils ne dépassent pas 30 pour cent;
- il existe quelques produits dont l'importation est interdite. Ces produits sont ceux dont les conventions internationales prohibent le commerce (ivoire, stupéfiants).

**i) Si vous êtes Membre de l'OMC ou si vous avez engagé la procédure d'accession, quelles sont les dispositions prises par votre pays pour se conformer aux Accords de l'OMC?**

Le Burundi est Membre de l'OMC depuis juillet 1995. Les dispositions prises pour se conformer aux dispositions de l'Accord sur l'OMC sont notamment la création d'un groupe de travail sur l'OMC. Ce groupe de travail qui regroupe des représentants de toutes les institutions dont les compétences embrassent les domaines de l'Accord a pour mission d'étudier et de proposer les mesures de mise en application de l'Accord sur l'OMC. Cependant, ce groupe devrait bénéficier d'une assistance technique pour produire un travail de qualité.

**j) Le cadre de l'OMC est-il familier:**

- aux institutions gouvernementales et paragouvernementales?
- au secteur privé?

Le cadre de l'OMC n'est familier ni aux institutions gouvernementales et paragouvernementales, ni au secteur privé.

**k) De quelle assistance technique avez-vous besoin pour pouvoir vous conformer aux Accords de l'OMC?**

De façon globale, l'assistance technique souhaitée embrasse tous les aspects de la promotion des échanges y compris la mise en oeuvre de l'Accord sur l'OMC. Sommairement, trois types d'assistance sont nécessaires:

- assistance pour le renforcement des capacités humaines;
- assistance pour le renforcement institutionnel;
- assistance pour l'augmentation de l'offre à l'exportation. (Voir détails dans le document BDI-WTO/9/97-2 ci-joint.)

**l) Dans quels domaines spécifiques des Accords de l'OMC avez-vous besoin d'une assistance technique (par exemple accès aux marchés, agriculture, règles (pratiques antidumping, subventions, licences d'importation, règles d'origine, sauvegardes, etc.), OTC et SPS, services, ADPIC)?**

Plus spécifiquement, l'assistance technique embrasserait les aspects ci-après qui sont couverts par l'Accord sur l'OMC:

- accès aux marchés
- règles
  - antidumping
  - subventions
  - OTC
  - SPS
  - services
  - ADPIC
  - règlement des différends
  - sauvegardes

**m) Comment évaluez-vous vos capacités actuelles en matière d'analyse commerciale et négociations, tant multilatérales que bilatérales, dans des domaines déjà couverts par les Accords de l'OMC et dans d'autres domaines liés au commerce, par exemple la politique de concurrence et le commerce et l'environnement?**

Les capacités nationales en matière d'analyse commerciale et de négociations dans les domaines couverts par l'Accord sur l'OMC ne sont pas importantes.

## **B. OBSTACLES A L'EXPANSION DU COMMERCE**

Les obstacles au commerce, y compris les problèmes sur les marchés d'exportation, l'infrastructure, les capacités humaines, les blocages institutionnels, les problèmes de financement du commerce et les lacunes en matière d'information commerciale, peuvent empêcher un PMA de tirer pleinement parti des possibilités commerciales.

### Contraintes au plan de l'offre, y compris les blocages institutionnels

**a) Quels sont les principaux éléments qui bloquent le développement d'une capacité soutenue d'exportation de marchandises et de services (par exemple facilitation du passage en douane, taux de fret, gestion de la qualité, élimination des procédures juridiques et administratives compliquées, manque de personnel qualifié, accès aux facteurs de production importés à des prix internationaux, ou insuffisance des services de télécommunication ou de transport, des installations portuaires, etc.)?**

- Les pays sans littoral peuvent être confrontés à des problèmes additionnels, par exemple s'ils doivent utiliser pour exporter leurs produits des systèmes de transport et des services portuaires coûteux ou peu fiables. Si tel est le cas pour votre pays, veuillez indiquer quels sont ces problèmes. De quel type d'assistance technique auriez-vous besoin pour les régler?

Les obstacles au développement d'une capacité soutenue d'exportation sont:

- le coût du fret;
- la gestion de la qualité;
- le manque du personnel qualifié;
- le difficile accès aux facteurs de production importés à des prix internationaux élevés;
- l'enclavement du pays qui rend trop onéreux les services de transport des marchandises;
- le difficile accès à la technologie;
- le manque d'information commerciale.

**b) Y a-t-il des blocages institutionnels susceptibles de nuire à la bonne marche des politiques commerciales de votre pays? Veuillez donner des détails. Par exemple, quels sont les problèmes signalés par les différents acteurs, à savoir les exportateurs, les producteurs, les fournisseurs de services (banques, compagnies d'assurance, services de contrôle de la qualité, transporteurs, etc.), les associations professionnelles et les ministères? Ces problèmes paraissent-ils se poser principalement dans les domaines suivants:**

- i) ressources humaines;**
- ii) gestion de l'institution;**
- iii) ressources financières et matérielles;**
- iv) communication.**

Les blocages institutionnels s'observent au niveau de:

- insuffisance des ressources humaines;
- faiblesse dans la gestion des institutions d'encadrement et de promotion des échanges;
- insuffisance des ressources financières et matérielles;
- faiblesse des systèmes de communication.

En fait, les obstacles relevés au point a) précédent se retrouvent au point b).

**c) Quels sont les principaux éléments qui bloquent la diversification des exportations?**

Les principaux éléments qui bloquent la diversification des exportations sont:

- la quasi-absence des investissements privés tournés vers l'exportation;
- l'absence d'un mécanisme bancaire et financier d'incitation pour la production des biens exportables;
- le coût élevé du transport international vu l'encavement du pays;
- la méconnaissance du potentiel exportable;
- les problèmes institutionnels (voir points b) et a)).

**d) Si l'investissement dans la production de marchandises et de services est insuffisant, quelles en sont les principales raisons? Veuillez préciser (par exemple contraintes structurelles, difficultés pour attirer l'investissement étranger, développement limité des entreprises, financement, manque de techniques appropriées, etc.).**

Les principales raisons de l'insuffisance de l'investissement dans la production des marchandises et des services sont:

- les contraintes conjoncturelles (crise sociopolitique);
- l'absence d'un programme d'attraction de l'investissement étranger;
- le développement limité des entreprises;
- l'étroitesse du marché intérieur;
- la dépendance technologique;
- l'absence d'information commerciale et industrielle;
- l'inefficience de la politique de financement du développement.

**e) Existe-t-il une politique nationale visant à encourager les possibilités d'investissement lié à l'exportation? Veuillez préciser. Quelles sont les dispositions prises pour examiner, élaborer et négocier les arrangements contractuels avec les investisseurs étrangers?**

Il n'existe pas de politique nationale pour promouvoir les investissements liés à l'exportation. Cependant, il existe un cadre législatif ayant pour objectif d'octroyer des avantages aux exportateurs.

**f) Quels sont les principaux obstacles au transfert, au développement et à l'acquisition de technologies? Existe-t-il une politique/stratégie nationale dans ce domaine? Veuillez préciser?**

Il n'existe pas de politique et de stratégie d'acquisition des technologies. Il y a cependant une législation sur la propriété industrielle qui elle aussi mérite d'être actualisée.

**g) Quels sont vos besoins d'assistance, technique ou autre, pour atténuer les contraintes au plan de l'offre?**

Voir document BDI-WTO/9/97-2.

#### Promotion des échanges commerciaux et services de soutien

La promotion des échanges commerciaux comprend un ensemble intégré de services techniques et financiers destinés à renforcer la compétitivité globale des entreprises et à faciliter ainsi leur accès et leur participation accrue au commerce international.

**h) Vos entreprises, petites et moyennes en particulier, ont-elles des difficultés à développer leurs exportations? Quels sont leurs problèmes dans les principaux secteurs d'exportation?**

Les entreprises exportatrices font face aux problèmes ci-après:

- problèmes de normes de qualité;
- problèmes de conditionnement et d'emballage;
- problèmes de maîtrise de l'information sur l'accès aux marchés;
- problèmes liés aux coûts élevés du transport international;
- le "capacity building" fait défaut dans ces entreprises;
- problèmes financiers.

**i) Quels sont les problèmes que rencontrent vos entreprises lorsqu'elles veulent obtenir des informations fiables et actualisées sur les possibilités d'exportation/importation?**

Les problèmes rencontrés par les entreprises pour l'obtention des informations fiables et actualisées sur l'import/export sont liés à l'absence, au niveau national, d'un véritable centre moderne d'information et de documentation commerciale et industrielle.

**j) Vos entreprises peuvent-elles offrir aux acheteurs étrangers des produits dont la conception, la qualité et le conditionnement sont acceptables au plan international? Dans la négative, quels sont les problèmes qui se posent?**

Oui pour certains produits, non pour certains autres. Pour ces derniers produits, les problèmes qui se posent sont:

- le conditionnement et l'emballage;
- les technologies anciennes;
- l'absence de l'information sur la nature de la demande des pays d'exportation.

**k) A quels problèmes, autres que ceux qui concernent la politique commerciale, pensez-vous être confronté si vous envisagez de développer vos exportations de services (par exemple logiciels, tourisme)?**

En plus des problèmes liés à la politique commerciale, les exportations de services peuvent être handicapées par:

- l'absence d'une main d'oeuvre qualifiée, (logiciels);
- la destination lointaine (tourisme).

**l) Quels sont les problèmes techniques/professionnels rencontrés par les institutions de soutien aux échanges (par exemple le conseil de promotion des échanges commerciaux, la chambre de commerce, l'association des exportateurs, etc.) de votre pays pour fournir leurs services à des entreprises d'exportation/importation?**

Les problèmes rencontrés sont:

- insuffisance des connaissances en matière de commerce international;
- manque d'un système moderne d'information commerciale;
- insuffisance des moyens financiers.

**m) Quels problèmes et quels inconvénients les entreprises rencontrent-elles dans leurs achats internationaux et la gestion de leurs stocks?**

Les problèmes rencontrés par les entreprises sont:

- les problèmes de qualité;
- les problèmes de stockage;
- les problèmes de transport multinational;
- les problèmes de calcul des prix de revient.

**n) Quels sont les disponibilités et arrangements actuels en matière de facilités de financement des échanges (par exemple garanties de crédit à l'exportation, etc.)? Des carences ont-elles été signalées dans ce domaine?**

Il n'y a pas d'arrangements particuliers pour faciliter le financement des échanges.

**o) Quels sont les principaux problèmes qui se posent pour améliorer les qualifications du personnel chargé de la gestion des exportations/importations dans vos entreprises commerciales? Existe-t-il des programmes de formation dans votre pays? Quelles sont les carences?**

Les problèmes enregistrés sont:

- l'absence d'un programme de formation en matière de commerce international;
- l'absence des programmes de formation à l'étranger en matière de commerce international;
- l'accès difficile aux programmes de formation à l'étranger par des opérateurs individuels.



p) **Votre service de représentation commerciale réussit-il à promouvoir activement votre commerce? Quelles sont les insuffisances?**

Il n'existe pas de service de représentation commerciale à l'étranger.

q) **Veuillez décrire brièvement vos besoins d'assistance technique en matière de promotion des échanges commerciaux et de service de soutien.**

Voir document BDI-WTO/9/97-2.

#### Accès aux marchés

r) **Quels sont vos principaux problèmes d'accès aux marchés?**

Les principaux problèmes d'accès aux marchés sont:

- le manque d'information sur les caractéristiques des marchés;
- les problèmes de qualité et d'emballage de nos produits;
- le coût élevé du transport international;
- l'absence d'une représentation commerciale;
- la compétitivité de nos produits par rapport à d'autres produits identiques, semblables ou similaires.

s) **Quels problèmes ou obstacles spécifiques gênent le plus les exportateurs, et dans quels pays les rencontrent-ils?**

Les obstacles spécifiques qui gênent nos exportateurs sont presque les mêmes qu'au point précédent. Il faut cependant y ajouter la persistance des barrières non tarifaires dans les pays voisins membres des organisations sous-régionales d'intégration.

Pour les pays non africains, on enregistre des problèmes de restriction de circulation de nos hommes d'affaires.

t) **Arrangements commerciaux régionaux et sous-régionaux: veuillez indiquer les arrangements auxquels votre pays participe. Etes-vous satisfait de la façon dont ils fonctionnent? Veuillez signaler les problèmes inhérents à chacun d'eux. Avez-vous des suggestions à faire sur la façon de régler ces problèmes?**

Le Burundi est membre de trois organisations d'intégration régionale à savoir le "Commun Market for Eastern et Southern Africa", COMESA (ancien ZEP), la Communauté économique des pays des Grands Lacs, CEPGL, et la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale, CEEAC.

S'agissant du COMESA, son programme d'intégration tarde à se matérialiser et on enregistre la persistance des barrières non tarifaires à nos exportations (système d'allocation des devises, taxes d'effet équivalant aux droits de douane, normalement réduits).

Pour la CEPGL, des arrangements préférentiels sur le commerce des produits du cru et des produits manufacturés ont été conclus. Cependant, il faut une application effective de ces arrangements par chaque pays membre.

Enfin, la CEEAC est presque inexistante.

**u) Avez-vous des problèmes pour utiliser les systèmes de préférences existant en matière d'accès aux marchés, par exemple le SGP, le SGPC? Veuillez indiquer la nature des problèmes inhérents à chacun d'eux.**

Les problèmes rencontrés pour l'utilisation du SGP ou du SGPC sont presque les mêmes que ceux du point r) ci-dessus. Il faut ajouter à cette liste la petitesse de l'offre à l'exportation.

**v) Quels sont vos besoins d'assistance technique en matière d'accès aux marchés?**

Voir document BDI-WTO/9/97-2.

#### **C. ASSISTANCE TECHNIQUE**

L'assistance technique est normalement offerte aux pays en développement et aux pays les moins avancés pour constituer ou renforcer leurs capacités humaines et institutionnelles, leur fournir des renseignements commerciaux et un soutien juridique lié au commerce, et améliorer leurs capacités d'offre afin qu'ils puissent jouer un rôle plus actif dans le domaine des échanges multilatéraux.

Voir document BDI-WTO/9/97-2.

BURUNDI: ASSISTANCE TECHNIQUE LIEE AU COMMERCE

(Document BDI-WTO/9/97-2)

1. Les contraintes au développement du commerce du Burundi sont répertoriées à trois niveaux à savoir l'insuffisance des ressources humaines qualifiées, la faiblesse institutionnelle et la petitesse de l'offre à l'exportation. C'est pour cela que l'assistance technique demandée aura pour objectif d'éliminer ou du moins de diminuer ces contraintes.

2. Ce document de requête d'assistance technique identifie les propositions concrètes pour:

Augmenter l'offre burundaise à l'exportation

Les propositions contenues dans ce document se basent sur les potentialités nationales à développer en matière de production de biens exportables. Le Burundi attache beaucoup d'importance sur ce volet dont la promotion engendrera l'augmentation de l'offre à l'exportation.

- Accroître les capacités humaines

Pour pouvoir entreprendre avec succès un programme de développement du commerce, il faut des gens qualifiés pour ce faire.

Ce volet propose un programme de formation pour doter le pays d'un personnel qualifié en matière de commerce international.

- Renforcer les institutions

Le programme de développement du commerce étant exécuté à l'intérieur d'un cadre institutionnel bien précis, il importe que celui-ci soit le plus efficient possible. C'est pourquoi nous proposons des mesures d'amélioration du cadre institutionnel existant.

3. Ce document reprend tous les besoins d'assistance technique liée au commerce sans suivre l'ordre du questionnaire soumis par le Secrétariat. Cependant, toutes les réponses aux questions posées s'y retrouvent.

4. Le volet augmentation de l'offre à l'exportation mérite un commentaire particulier en raison de son importance. Les secteurs pour lesquels une assistance technique est demandée sont des secteurs déjà identifiés comme ayant un potentiel d'exportation élevé. La présentation de ces secteurs se limite à l'aspect de l'évaluation des besoins d'assistance technique, les projets définitifs pouvant être présentés après l'accord de principe des financements.

5. La requête d'assistance technique est présentée sous forme d'un projet global de promotion du commerce extérieur burundais. Ce projet touche toutes les étapes de la promotion depuis la production jusqu'à la commercialisation des biens exportables. Du point de vue de l'analyse restrictive, le volet production pourrait se trouver en dehors des approches d'assistance technique liée au commerce. Cependant, il reste évident que tout programme d'assistance technique qui n'embrasse pas le volet augmentation de l'offre à l'exportation par la production des biens exportables n'aurait pas les résultats souhaités.

6. Ci-après les besoins d'assistance technique soumis par le Burundi.

## A. AUGMENTATION DE L'OFFRE A L'EXPORTATION

L'assistance technique est demandée pour développer certains secteurs qui possèdent un potentiel d'exportation inexploité ou sous-exploité. Ces secteurs sont:

- secteur hortofructicole
- secteur confection (vêtements et habillement)
- secteur cuir
- secteur des services.

Les besoins d'assistance sont repris ci-après secteur par secteur.

### 1. Secteur hortofructicole

1.1 Le Burundi possède un potentiel immense en matière hortofructicole.

Les produits visés par la promotion sont le fruit de la passion (grenadille), le haricot vert, le piment et l'avocatier.

1.2 Les étapes de développement de ces produits sont énumérées ci-après:

- l'étape recherche appliquée destinée à la multiplication des plants avec des variétés à la fois adaptées à la production et à la consommation;
- l'étape développement destinée à la vulgarisation et à la production des variétés adaptées;
- l'étape technologie destinée à la mise en place de meilleures conditions de stockage, de conditionnement, de transformation éventuelle et de transport des produits récoltés;
- l'étape appui à l'exportation destinée à faciliter l'accès aux marchés.

1.3 Pour réaliser ce programme de développement hortofructicole, les besoins identifiés sont repris ci-après:

- Personnel: quatre experts expatriés dont:
  - un assistant technique senior spécialiste en recherche agronomique tropicale en matière de fruits et légumes (étape recherche appliquée);
  - un assistant technique senior spécialiste de la production végétale en zone tropicale (étape vulgarisation);
  - un ingénieur technologue spécialiste dans la transformation et la conservation alimentaires (étape technologie);
  - un spécialiste en matière de commerce international des fruits et légumes.

Le personnel expatrié sera épaulé par un personnel local.

- Equipement et matériel, semences et matériel végétal:
  - engrais et produits phytosanitaires
  - matériel didactique et de bureau
  - équipement complémentaire de laboratoire
  - matériel roulant d'encadrement.
- Formation locale et à l'étranger.

1.4 La durée initiale du projet est de trois ans.

## 2. Secteur vêtements et habillement

2.1 Le Burundi exporte du coton, des tissus en coton et des pagnes. Le potentiel en matière d'exportation des vêtements est donc important.

2.2 L'assistance demandée consiste à appuyer la fabrication des produits textiles finis destinés à l'exportation. Ces produits sont entre autres: pagnes, chemises, T-shirts, sous-vêtements, chaussettes, essuie-mains, sacs, tricot, vêtements de sports.

2.3 Le développement du secteur peut-être envisagé en trois étapes:

- appui à l'amélioration de la qualité des tissus actuellement produits. L'assistance fournira des conseils pour arriver à produire des tissus dont les produits dérivés seront compétitifs sur les marchés d'exportation;
- appui au développement de la confection pour l'exportation. L'assistance créera des conditions favorables à la naissance des unités de confection fabriquant les produits ci-haut cités;
- assistance pour l'accès aux marchés;
- la formation locale et à l'étranger devrait être envisagée pour renforcer les capacités nationales dans le secteur vêtements et habillement.

2.4 Les besoins d'assistance sont estimés comme suit:

- Personnel: quatre spécialistes dont:
  - un ingénieur en textiles qui appuiera la fabrication des tissus de qualité;
  - un modéliste qui assistera les unités de confection dans la fabrication des produits à exporter;
  - un spécialiste en couture responsable des programmes d'apprentissage et de formation en matière de confection;
  - un spécialiste en commerce international des textiles qui s'occupera de l'accès aux marchés.
- Equipement et matériel.
- Formation à l'étranger:
  - matériel didactique et de bureau
  - centre d'apprentissage et de formation en couture
  - matériel roulant d'encadrement.

2.5 La durée initiale du projet est de trois ans.

## 3. Produits de la ruche

3.1 Les activités d'apiculture sont pratiquées par des paysans individuels et par des centres agricoles organisés. Mais ces activités se caractérisent par une technique rudimentaire de production et d'extraction du miel. Le potentiel de production est énorme.

3.2 L'assistance technique demandée vise l'amélioration de la production du miel destiné à l'exportation. Les produits à exporter seront: les sirops à base du miel et les cires d'abeilles.

3.3 L'assistance devrait embrasser les volets ci-après:

- mise au point des ruches modernes;
- préservation et diversification du matériel végétal qui nourrit les abeilles;
- amélioration et disponibilisation du matériel de rucher;
- amélioration et disponibilisation du matériel de l'apiculteur;
- traitement, conditionnement et emballage des produits de la ruche;
- marchés d'exportation de ces produits;
- formation locale et à l'étranger.

3.4 Les besoins d'assistance sont estimés comme suit:

- Personnel: trois spécialistes dans le domaine dont:
  - un spécialiste en apiculture;
  - un spécialiste en matière de fabrication des sirops à base de miel et du traitement de la cire;
  - un spécialiste en matière de commerce international des produits de la ruche.

Le personnel expatrié sera épaulé par un personnel local.

- Equipement et matériel:
  - matériel didactique et de bureau
  - équipement de laboratoire
  - matériel roulant d'encadrement.

3.5 La durée initiale du projet est de trois ans.

#### 4. Secteur cuir et produits dérivés

4.1 Le Burundi exporte des peaux à l'état brut. Il s'agit des peaux de bovins, de caprins et d'ovins. Il dispose également des potentialités intéressantes pour la peau de crocodiles.

4.2 L'assistance demandée consiste à favoriser le traitement des peaux en produits finis exportables. Les produits visés sont: chaussures, sacs, bracelets, ballons, porte-documents, ceintures et autres produits dérivés.

4.3 Le développement du secteur sera réalisé en trois étapes:

- appui à la fabrication du cuir fini. Il s'agira de donner des conseils techniques aux potentiels investisseurs et d'assister à la naissance des entreprises de traitement des peaux en cuir fini;
- appui au développement de la maroquinerie. Il s'agira de créer les conditions favorables à la naissance des unités de maroquinerie fabriquant les produits ci-haut cités;
- assistance pour l'accès aux marchés.

La formation locale et à l'étranger devrait être envisagée pour renforcer les capacités nationales dans le secteur.

4.4 Les besoins d'assistance s'évaluent comme suit:

- Personnel: trois spécialistes dont:
  - un spécialiste en tannerie qui appuiera les producteurs de cuir fini;
  - un spécialiste en matière de technologie du cuir qui assistera les artisans et les PME dans la transformation du cuir en produits directement exportables;
  - un spécialiste en commerce international des produits dérivés du cuir qui s'occupera de l'accès aux marchés.

Le personnel expatrié sera épaulé par un personnel local.

- La formation locale et à l'étranger.
- Equipement et matériel:
  - matériel didactique et de bureau
  - centre d'apprentissage et de formation en technologies du cuir
  - matériel roulant d'encadrement.

4.5 La durée initiale du projet est de trois ans.

5. Secteur des Services

5.1 Même enclavé, le Burundi se trouve au centre d'une grande région insuffisamment servie en matière de services dont la demande est grande. Cette demande peut être satisfaite en développant au Burundi des centres de fournitures de ces services. Ces services sont notamment: distribution, tourisme, services financiers, services culturels et récréatifs, services de communication.

5.2 L'assistance demandée consiste à identifier les voies et moyens pour développer la fourniture de ces services aux consommateurs.

5.3 L'assistance aborderait les aspects ci-après qui influencent le développement des services ci-haut cités:

- évaluer le potentiel existant dans chaque sous-secteur des services visés au point 5.1;
- définir les politiques et programmes à initier pour les développer;
- déterminer les stratégies à mettre en oeuvre pour exécuter ces politiques et programmes;
- identifier les moyens et les institutions à mobiliser pour ce faire.

5.4 L'assistance serait exécutée par un corps d'experts multidisciplinaires spécialistes dans la production et la commercialisation des services.

5.5 La durée initiale du projet est d'une année.

B. **RENFORCEMENT DES CAPACITES HUMAINES**

1. L'expérience vécue sur le terrain démontre qu'il y a un manque de ressources humaines qualifiées en commerce international. Ce constat se manifeste par les types de formation existants où le secteur du commerce extérieur est quasiment non enseigné.

2. Pour redresser la situation, le Burundi demande l'assistance pour la création d'une structure locale de formation des techniques de base du commerce extérieur.
3. Cette structure devrait être permanente et ne devrait pas nécessairement être de type classique. La formation dispensée devrait plutôt privilégier l'aspect pratique que l'aspect académique.
4. Elle s'adresserait aux groupes ci-après:
  - cadres de l'Administration publique et des services publics et privés impliqués dans l'encadrement et la promotion des échanges commerciaux;
  - les exportateurs et les importateurs;
  - les services de soutien (banques, assurances, transporteurs, transitaires);
  - le tourisme;
  - les associations de producteurs de marchandises destinées à l'exportation, en particulier les femmes.
5. Afin de pérenniser la formation, la formation des formateurs nationaux devrait être privilégiée.
6. Compte tenu des besoins prioritaires, le programme de formation devrait aborder les aspects ci-après:
  - concept de base du marketing à l'exportation et fixation des objectifs de pénétration d'un marché étranger;
  - développement et adaptation des produits à l'exportation;
  - stratégie de promotion commerciale et incitation des produits nationaux à l'étranger;
  - financement à l'exportation;
  - normalisation et contrôle de la qualité;
  - conditionnement et emballage à l'exportation;
  - foires et expositions commerciales;
  - systèmes des relations commerciales préférentielles;
  - aspects juridiques du commerce extérieur;
  - services d'expédition et de fret;
  - aspects des problèmes monétaires internationaux;
  - services d'expédition et de fret;
  - langues, informatique.

Ce programme est indicatif et il peut être complété suivant de nouveaux besoins identifiés.

#### C. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

L'assistance technique demandée en matière de renforcement institutionnel est envisagée sous trois aspects:

- Le renforcement institutionnel se réalisera d'abord grâce au renforcement des capacités humaines.

En effet, la formation envisagée touchera les unités qui travaillent dans les institutions d'encadrement et de promotion de commerce.

- Ensuite, l'assistance apporterait un appui aux institutions existantes pour améliorer leur niveau d'organisation et accroître leur capacité d'intervention. A cet égard, deux types d'actions seraient envisagés. D'une part, ces institutions seraient dotées des outils



de travail performants comme les réseaux d'information commerciale et industrielle (CD-ROM, Internet) et d'autre part, elles seraient dotées d'instruments d'encadrement et de promotion du commerce. Ces instruments porteraient notamment sur l'élaboration des cadres législatifs et réglementaires relatifs à:

- la concurrence (y compris la législation antidumping, sur les subventions sur les sauvegardes);
  - au commerce et à l'environnement;
  - aux normes de qualité;
  - la propriété intellectuelle, y compris le transfert, le développement et l'acquisition de technologies;
  - aux investissements, surtout les investissements directs étrangers;
  - aux règles d'origine;
  - au commerce des services;
  - au règlement des différends commerciaux.
- Enfin, l'assistance proposerait des mesures institutionnelles additionnelles pour gérer et développer les instruments de promotion établis. Dans ce cadre, un mécanisme de financement à l'exportation devrait être mis au point. De même, la création d'un centre pour la promotion des investissements devrait être envisagée.

REPONSES INTEGREES DE LA BANQUE MONDIALE, DU CCI,  
DE LA CNUCED, DU FMI, DE L'OMC ET DU PNUD

BURUNDI

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A k):  <u>Assistance technique pour se conformer aux Accords de l'OMC</u>		
De façon globale, l'assistance technique souhaitée embrasse tous les aspects de la promotion des échanges y compris la mise en oeuvre de l'Accord sur l'OMC. Sommairement trois types d'assistance sont nécessaires:  - assistance pour le renforcement des capacités humaines;  - assistance pour le renforcement institutionnel;  - assistance pour l'augmentation de l'offre à l'exportation. (Voir détails dans le document BDI-WTO/9/97-2.)	OMC	Voir réponses sous A l) et A m).
	CCI/ CNUCED/ PNUD	Le renforcement des institutions de formation en commerce international est prévu sous le projet régional conjoint CCI/CNUCED/PNUD "Renforcement des capacités pour le commerce et le développement en Afrique".

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A 1): <u>Assistance technique dans les domaines spécifiques des Accords de l'OMC</u>		
- Accès aux marchés	OMC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des séminaires régionaux spécialisés à l'intention des pays les moins avancés francophones seront organisés en 1998 et 1999.</li> <li>- Un stage de politique commerciale d'une durée de trois semaines sera organisé en 1998 et 1999 à l'intention des pays les moins avancés d'expression francophone.</li> <li>- Une aide spécifique sera également fournie par l'OMC afin de permettre de mieux mettre en oeuvre les Accords de l'OMC. Cette aide consistera à aider ce pays à élaborer/réviser sa législation commerciale et à établir ses prescriptions en matière de notifications.</li> </ul>
- Antidumping	OMC	Voir ci-dessus.
- Subventions	OMC	Voir ci-dessus.
- OTC	OMC	Voir ci-dessus.
- SPS	OMC	Voir ci-dessus.
- Services	CNUCED	Des activités dans ce domaine ont déjà été entreprises en vue de développer une capacité nationale (formulation de politiques nationales et négociations internationales) dans le domaine des services (CAPAS).
	OMC	Voir ci-dessus.
- ADPIC	OMC	Voir ci-dessus.
- Règlement des différends	OMC	Voir ci-dessus.
- Sauvegardes	OMC	Voir ci-dessus.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A m): <u>Evaluation des capacités d'analyses commerciales et de négociations</u>		
Les capacités nationales en matière d'analyse commerciale et de négociations dans les domaines couverts par l'Accord sur l'OMC ne sont pas importantes.	CNUCED	La CNUCED organisera des séminaires à l'intention des opérateurs des secteurs privé et public sur le nouveau cadre institutionnel du commerce international résultant de l'UR et l'établissement de l'OMC.*
	OMC	Un module sur les négociations commerciales multilatérales sera introduit dans les stages de politique commerciale destinés aux PMA francophones.

\*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<p>En réponse à la question B g), B q), B v) et section C:</p> <p><b>Besoins identifiés dans le document BDI-WTO/9/97-2</b> (fait partie du document relatif à l'évaluation des besoins du Burundi):</p>		
<p>A. AUGMENTATION DE L'OFFRE A L'EXPORTATION</p> <p>1. Secteur hortofructicole</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Recherche destinée à la multiplication des plants avec des variétés à la fois adaptées à la production et à la consommation</li> </ul>	CCI	<p>Dans le cadre du projet Gourmet Coffre, le CCI fournira une assistance technique aux entreprises concernées pour l'amélioration de la qualité et la commercialisation du café.</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement destiné à la vulgarisation et à la production des variétés adaptées</li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Technologie destinée à la mise en place de meilleures conditions de stockage, de conditionnement, de transformation éventuelle et de transport des produits récoltés</li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui à l'exportation destiné à faciliter l'accès aux marchés</li> </ul>	CCI	<p>Une mission d'identification du CCI dans le domaine de la promotion des exportations pour les différents secteurs présentant des potentialités à l'exportation sera réalisée en 1998 pour les volets suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- appui institutionnel;</li> <li>- information commerciale;</li> <li>- qualité.</li> </ul> <p>Suite à cette mission, un projet de coopération technique sera formulé et discuté avec les autorités concernées.*</p>

\*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<p>Réponse à la question B g), B q), B v) et section C (suite):</p> <p>2. Secteur vêtements et habillement</p> <p>L'assistance demandée consiste à appuyer la fabrication des produits textiles finis destinés à l'exportation. Ces produits sont entre autres: pagnes, chemises, T-shirts, sous-vêtements, chaussettes, essuie-mains, sacs, tricot, vêtements de sports.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui à l'amélioration de la qualité des tissus actuellement produits; des conseils pour arriver à produire des tissus dont les produits dérivés seront compétitifs sur les marchés d'exportation.</li> </ul>	CCI	Des activités de promotion du secteur textile sont envisagées dans le cadre des projets régionaux en cours visant la promotion du commerce intra-africain.
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui au développement de la confection pour l'exportation; créer des conditions favorables à la naissance des unités de confection fabriquant les produits susmentionnés.</li> </ul>	CCI	Voir ci-dessus.
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assistance pour l'accès aux marchés.</li> </ul>	CCI	Voir ci-dessus.
<ul style="list-style-type: none"> <li>- La formation locale et à l'étranger devrait être envisagée pour renforcer les capacités nationales dans le secteur vêtements et habillement.</li> </ul>		
<p>3. Produits de la ruche</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise au point des ruches modernes</li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préservation et diversification du matériel végétal qui nourrit les abeilles.</li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration et disponibilisation du matériel de rucher.</li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration et disponibilisation du matériel de l'apiculteur</li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Traitement, conditionnement et emballage des produits de la ruche</li> </ul>		

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Réponse à la question B g), B q), B v) et section C (suite):		
- Marchés d'exportation de ces produits		
- Formation locale et à l'étranger		
4. Secteur cuir et produits dérivés		
- Appui à la fabrication du cuir fini; donner des conseils techniques aux potentiels investisseurs; assister à la naissance des entreprises de traitement des peaux en cuir fini.	CCI	Des activités de promotion du secteur cuir sont envisagées dans le cadre du projet régional visant l'amélioration de la qualité et l'assistance pour la commercialisation des produits en cuir.
- Appui au développement de la maroquinerie; créer les conditions favorables à la naissance des unités de maroquinerie fabriquant les produits ci-haut cités.	CCI	Voir ci-dessus.
- Assistance pour l'accès aux marchés	CCI	Voir ci-dessus.
- Formation locale et à l'étranger devrait être envisagée pour renforcer les capacités nationales dans le secteur.		
5. Secteur des services		
- Evaluer le potentiel existant dans chaque sous-secteur des services (distribution, tourisme, services financiers, services culturels et récréatifs, services de communication).		
- Définir les politiques et programmes à initier pour les développer.		
- Déterminer les stratégies à mettre en oeuvre pour exécuter ces politiques et programmes.		
- Identifier les moyens et les institutions à mobiliser pour ce faire.		

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<p>Réponse à la question B g), B q), B v) et section C (suite):</p> <p><b>B. RENFORCEMENT DES CAPACITES HUMAINES</b></p> <p>- Assistance pour la création d'une structure permanente et locale de formation des techniques de base du commerce extérieur. La formation dispensée devrait plutôt privilégier l'aspect pratique que l'aspect académique.</p>	OMC	Voir A l) et A m).
	CCI/ CNUCED/ PNUD	Voir A k).
<p><b>C. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL</b></p> <p>- Formation des unités qui travaillent dans les institutions d'encadrement et de promotion de commerce.</p>	CCI	Voir A k) et A. 1. (Secteur hortofruticole).
	OMC	Voir A l) et A m).
<p>- Appui aux institutions existantes pour améliorer leur niveau d'organisation et accroître leur capacité d'intervention. Ces institutions seraient dotées d'outils de travail performants comme les réseaux d'informations commerciales et industrielles (CD-ROM, Internet) et elles seraient dotées d'instruments d'encadrement et de promotion du commerce. Ces instruments porteraient notamment sur l'élaboration des cadres législatifs et réglementaires relatifs à:</p>	CCI	Voir A. 1. (Secteur hortofruticole).



Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<u>Réponse à la question B g), B q), B v) et section C (suite):</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la concurrence (y compris la législation antidumping, sur les subventions sur les sauvegardes);</li> <li>- au commerce et à l'environnement;</li> <li>- aux normes de qualité;</li> <li>- la propriété intellectuelle, y compris le transfert, le développement et l'acquisition de technologies;</li> <li>- aux investissements, surtout les investissements directs étrangers;</li> <li>- aux règles d'origine;</li> <li>- au commerce des services;</li> <li>- au règlement des différends commerciaux.</li> </ul>		
	CNUCED	La CNUCED fournit le Système d'analyse et d'information commerciales (TRAINS) sous la forme de CD-ROM.
	OMC	L'OMC mettra à la disposition du Ministère du commerce un ordinateur, une imprimante, modem et accessoires. Egalement l'OMC établira les connections nécessaires du point focal avec Internet. En plus l'OMC fournira des CD-ROM pédagogiques et la formation nécessaire.
<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'assistance proposerait des mesures institutionnelles additionnelles pour gérer et développer les instruments de promotion établis. Dans ce cadre, un mécanisme de financement à l'exportation devrait être mis au point. De même, la création d'un centre pour la promotion des investissements devrait être envisagée.</li> </ul>		

En raison de limitations budgétaires, la Banque ne peut pas pour l'instant engager de fonds en dehors des projets existants. Bon nombre des mesures proposées pourraient être utiles, mais, étant donné l'embargo économique actuel, les activités de renforcement des capacités n'auraient pas d'intérêt. Les mesures proposées pourraient être réévaluées ultérieurement.